



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 30 août au 5 septembre 2019

Le 6 septembre 2019

Résumé

Afghanistan : La Banque asiatique de Développement réitère ses engagements vis-à-vis des autorités afghanes. Elle a d'ailleurs signé un accord-cadre (*MoU*) avec les autorités afghanes en vue du renforcement de la résilience énergétique du pays.

Bangladesh : Le Bangladesh pourrait perdre un marché de 7 Mds\$ d'exportations après l'obtention attendue en 2024 du statut de pays en développement (PED). Energies renouvelables – Signature d'un projet solaire par la Banque mondiale pour 185 M\$. Energies renouvelables – Signature d'un MoU pour 500 MW avec le chinois CMC. Agriculture – des prêts à 4% pour diversifier la production de céréales. Agriculture - Remise à niveau du programme de soutien aux jeunes entrepreneurs EEF. Chute des exportations de crevettes pour la cinquième année consécutive.

Bhoutan : Les transferts des migrants ont enregistré une forte baisse au premier trimestre 2019.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : La croissance réelle du PIB est tombée à 5% en glissement annuel T2 2019. L'indice des producteurs d'achat (PMI) dans le secteur manufacturier atteint un étiage sur 15 mois en août. L'indice conjoncturel PMI du secteur tertiaire enregistre également un déclin en août. Les ventes de véhicules de passagers ont chuté en rythme annuel en juillet. Les arrivées de touristes internationaux ont, quant à elles, progressé en juillet.

Politique monétaire et financière, autres informations : La ministre des Finances a annoncé quatre fusions de banques publiques qui devraient concerner 10 entités. Le solde des flux de portefeuille affiche un solde négatif de 60 Mds ₹ (700 M€) en août.

Maldives : La Banque centrale (MMA) anticipe un ralentissement de la croissance économique en 2019. Selon la MMA, l'inflation devrait en revanche légèrement accélérer cette année.

Népal : Le déficit des échanges extérieurs de biens continue à se creuser.

Pakistan : Hausse soutenue de l'inflation en août 2019. Progression insuffisante de la collecte fiscale au cours des deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2019/20. Légère hausse des rapatriements de bénéfices et de dividendes en juillet 2019. Maintien de la note d'émetteur à long terme du Pakistan par l'agence de notation *Standard & Poor's* à B-. Levée de l'embargo sur les importations de produits pharmaceutiques en provenance d'Inde. Poursuite de la chute de la demande en ciment en juillet 2019. Le Pakistan se classe à la 121^{ème} place de l'indice de compétitivité du secteur des voyages et du tourisme 2019.



Sri Lanka : Légère progression de l'inflation en août. L'Union Européenne conclut une mission de suivi de la facilité douanière SPG+. Le gouvernement annonce le recours à un budget aux douzièmes provisoires pour les quatre premiers mois de 2020.

AFGHANISTAN

- **La Banque asiatique de Développement réitère ses engagements vis-à-vis des autorités afghanes.** Le directeur général de la zone Asie centrale et de l'ouest de la Banque asiatique de Développement, Werner Liepach, a réaffirmé, à l'occasion de sa rencontre avec le Président afghan, Ashraf Ghani, l'intention de la banque multilatérale de bien prendre en compte des priorités de l'Etat afghan (énergie et transport, agriculture et ressources naturelles), d'orienter ses activités dans le sens du développement du pays et de permettre de créer les conditions d'une croissance durable.

Cette réunion a également permis de rappeler l'accent porté à l'intégration régionale, alors même que l'Afghanistan se trouve au cœur de nombreux projets économiques régionaux. Dans cette perspective, seront privilégiés les investissements dans de nouvelles infrastructures liées au transport de gaz, de pétrole ou d'électricité, ou bien à l'acheminement de minerais ou de marchandises depuis, ou bien à travers le pays.

- **Elle a d'ailleurs signé un accord-cadre (MoU) avec les autorités afghanes en vue du renforcement de la résilience énergétique du pays.** Elle a signé cette semaine avec le gouvernement afghan, en présence du ministre des Finances afghan, Mohammad Humayon Qayoumi, et des autorités ouzbèks, un accord dans le cadre duquel elle consacra une enveloppe totale de 110 M\$ (10 M\$ supplémentaires financés par l'Afghanistan) au financement d'une ligne de transmission de 500 kV.

Pour rappel, la BASD se donne pour objectif, à l'horizon 2030, l'électrification de 83% des ménages afghans et une capacité de production équivalente à 67% de la demande intérieure.

BANGLADESH

- **Le Bangladesh pourrait perdre un marché de 7 Mds\$ d'exportations après l'obtention attendue en 2024 du statut de pays en développement (PED).** D'après le rapport « *Impact Assessment and Coping up Strategies of Graduation from LDC Status for Bangladesh* » publié par la Commission du Plan, la sortie du statut de Pays le Moins Avancé (PMA) pourrait faire perdre 7 Mds\$ d'exportations dès la graduation et jusqu'à 13 Mds\$ d'ici 2031. Le Bangladesh devrait officiellement sortir en 2024, trois ans après la prochaine revue du *Committee for Development Policy* de l'ONU attendue en 2021. Les échanges avec l'Union Européenne, qui représentait en 2017-18 59% des exportations bangladaises (36,66 Mds\$), seront directement touchés. Après la sortie de la catégorie des PMA, le Bangladesh continuera à bénéficier de l'exemption de tarifs douaniers européens dans le cadre de « Tout sauf les armes » (TSA) pendant 3 ans, donc probablement jusqu'en 2027. Au terme de cette transition, les conditions d'accès au marché européen restent conditionnées au nouveau règlement du Système des Préférences Généralisées (SPG), le règlement actuel arrivant à échéance fin 2023. Le règlement actuel prévoit que le pays bénéficie du SPG, c'est-à-dire de conditions d'accès toujours préférentielles mais plus contraignantes que le régime TSA. La filière textile se verrait ainsi imposer un droit de douane de 9,6% (0% aujourd'hui) et de nouvelles barrières non-tarifaires.



Les pays qui sortent de la catégorie PMA peuvent demander d'accéder au SPG+, version intermédiaire entre TSA et SPG, qui permet de bénéficier d'exemption sur 66% des rubriques douanières. Toutefois, le Bangladesh n'est pas encore en conformité avec deux des conditions d'éligibilité : la ratification de la convention concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi (1973) et le respect du plafond autorisé (6,5%) des importations dans l'UE couvertes par le SPG ; selon une étude de l'UE, les importations en provenance du Bangladesh représenteraient 17% des importations de tous les pays bénéficiaires du SPG. En avril 2019, un rapport de l'ONU (*Ex ante assessment of the possible impacts of the graduation of Bangladesh from the category of Least Developed Countries*) estimait que le secteur textile pourrait perdre 1,8 Mds \$ d'exportations.

Le gouvernement bangladais a mis en place une "task force" ainsi qu'un groupe de travail interministériel (*LDC Core Group*). Dans ce cadre-là, des études d'impact sont menées par plusieurs ministères. La graduation a également été incluse dans les différents plans stratégiques, dont la stratégie des ODD.

- **Energies renouvelables – Signature d'un projet solaire par la Banque mondiale pour 185 M\$.** La Banque mondiale a signé le 29 août 2019 avec l'*Economic Relations Division* (ERD) du ministère des Finances un accord de prêt pour un projet de 185 M\$, approuvé en mars 2019, qui vise à apporter 310 MW d'énergie renouvelable au réseau national, et réduire les émissions de dioxyde de carbone de 377.000 tonnes/an.

L'enveloppe globale du projet « *Scaling-up Renewable Energy Project* » s'élève à 413 M\$, dont 185 M\$ de la BM, via un prêt bonifié sur 30 ans de 156 M\$, complété par un apport de 30 M\$ du Fonds Stratégique pour le Climat (prêt de 26,38 M\$ et don de 2,87 M\$) ; en outre 212 M\$ seront mobilisés auprès du secteur privé. Ce programme apportera un soutien financier à l'organisme public IDCOL (*Infrastructure Development Company Ltd*). Une première centrale pilote de 50 MW sera installée dans le district de Feni, et opérée par l'*Electricity Generation Company of Bangladesh* (EGCB), le terrain devrait à terme accueillir 200 MW.

Un fonds dédié à la promotion du financement privé sera hébergé et géré par le département énergies renouvelables d'IDCOL. Il servira à financer des grandes infrastructures de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, ou des projets de panneaux solaires sur les toits portés par le secteur privé dans le cadre d'un partenariat public-privé. Enfin, afin d'enrayer la série récente d'annulation de projets de centrales solaires dont les promoteurs n'ont pas respecté les délais d'exécution, le programme SREP prévoit une assistance technique pour identifier de nouveaux terrains, développer les procédures d'appels d'offres, aider au déploiement d'un projet pilote de technologie pour la conversion de déchets en énergie.

Le SREP devrait s'achever le 31 janvier 2024. Il vise avant tout à soutenir la montée en puissance des énergies renouvelables dans le pays : le gouvernement s'était fixé en 2008 l'objectif ambitieux d'atteindre en 2020 10% d'électricité issue de sources renouvelables, mais n'arrive à peine qu'à 3% en janvier 2019.

- **Energies renouvelables – Signature d'un MoU pour 500 MW avec le chinois CMC.** Le 27 août 2019, un mémoire d'entente a été signé entre la compagnie publique North-West Power Generation Company Ltd et l'entreprise d'Etat chinoise China National Machinery Import and Export Corporation, dans le but de créer une coentreprise 50/50 dans le domaine des énergies renouvelables. Les deux entreprises se connaissent et ont déjà constitué une joint-venture en



2014 (Bangladesh-China Power Company Ltd) pour construire une centrale à charbon à Payra d'une capacité de 1320 MW, dont une première tranche de 660 MW doit entrer en production fin 2019. Cette nouvelle société a pour ambition de développer 500 MW d'énergies renouvelables, dont 100 MW et 60 MW de panneaux solaires respectivement à Sirajganj et Padna (est du pays) et 50 MW d'éolien à Payra (sud).

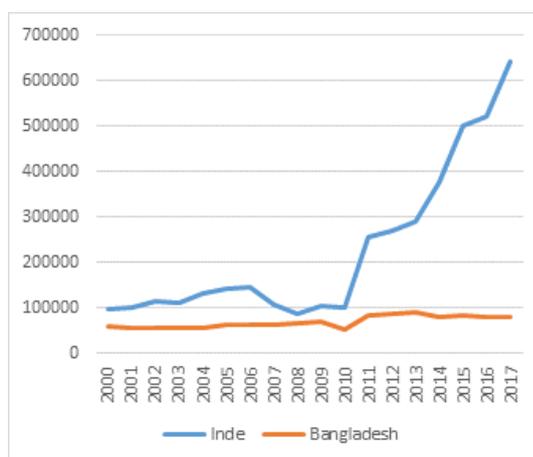
- **Agriculture – des prêts à 4% pour diversifier la production de céréales.** Le ministre du Développement rural et des Coopératives (www.coop.gov.bd/) a annoncé la mise en place de prêts à 4% dans le cadre d'un programme porté par le *Bangladesh Rural Development Board* (BRDB), pour les agriculteurs coopérateurs qui s'engageront dans la culture de céréales autres que le riz (*Non Major Food Crops*). Un autre programme du BRDB offre des prêts à 8% aux associations de coopératives (*Samabay Samity*) estimées à plus de 54.202 dans le pays. En 2016, la filière céréalière représentait une production de 54,3 millions de tonnes cultivées sur 11,8 millions d'hectares. En dehors du riz, ultra dominant avec 88,6% de la récolte en volume et 91,5% des surfaces cultivées le Bangladesh produit principalement du maïs, en plein essor (7,9% de la production soit 4,1 Mt, 3,2% de la surface) et du blé (3,4% ou 1,8 Mt et 3,5%) dont il est l'un des grands importateurs mondiaux (près de 1,5 Mds\$ d'importations en 2017-18).
- **Agriculture - Remise à niveau du programme de soutien aux jeunes entrepreneurs EEF.** La Banque centrale Bangladesh Bank a remis à niveau le programme «*Equity Entrepreneurship Fund EEF*», doté d'un budget de 3 Mds TK (32 M€) pour l'année budgétaire 2019-2020, et va reprendre l'instruction suspendue depuis 2017. Plus de 2300 dossiers étaient en attente en avril 2019. Le gouvernement avait lancé le fonds en juillet 2000, pour soutenir deux secteurs alors prometteurs, la transformation agricole et les technologies de l'information (software) ; le fonds a été à l'origine doté d'1 Mds TK (11 M€) et géré par la Banque centrale jusqu'en mai 2009, où elle a passé la main à la banque publique d'investissement *Investment Corporation of Bangladesh* (icb.gov.bd/zindex.php). De juillet 2000 à la fin du FY 2017-18, le gouvernement a déboursé 22,25 Mds TK (238 M€) dont 17,13 Mds TK pour la transformation agro-alimentaire et 5,12 Mds TK pour les TIC, sans aucune contrepartie aux apports de fonds propres ni évaluation ex-post des projets, dont beaucoup ont échoué. La Bangladesh Bank a réévalué le programme et depuis 2018, accompagne les porteurs de projets uniquement par des prêts remboursables portant intérêt de 2% avec 4 ans de grâce, les opérateurs étant par ailleurs soumis à la juridiction civile du *Artha Rin Adalat Ain* (Money Loan Court Act, 2003), qui limite à 90 jours le délai d'exécution des jugements de la Cour.
- **Chute des exportations de crevettes pour la cinquième année consécutive** pour s'établir lors de l'exercice budgétaire 2018-19 à 365M\$ pour 33 362 tonnes, contre 417M\$ pour 36 168 tonnes en 2017-18 (-12% en valeur et -8% en volume). Ce déclin, qui pèse sur la balance commerciale du pays, s'explique principalement par la perte de compétitivité de la crevette tigrée (*Penaeus monodon*), majoritairement produite au Bangladesh, face à la crevette *P. Vannamei*.

L'introduction de la crevette *Vannamei* en Inde lui a permis d'étendre sa part de marché. Alors qu'entre 2000 et 2010, l'Inde et le Bangladesh produisaient des volumes équivalents de crevettes, avec une production annuelle avoisinant 100 000 tonnes, la production indienne a été multipliée par 6 depuis 2010 lorsque celle du Bangladesh a continué de stagner. Cette forte hausse en Inde s'explique notamment par l'introduction de l'espèce *P. vannamei* (absente en 2009-10, elle représente en 2015-16 80% de la production), par un soutien important du gouvernement (infrastructures) et par l'éradication des maladies grâce à des investissements privés (élevage de crevettes « Specific Pathogen Free » - SPF). Les autorités bangladaises et les



acteurs de la filière devraient s'inspirer de l'exemple indien. 70% des crevettes ne survivrait pas à cause des maladies, la productivité atteint environ 348kg/ha/an contre 3400 kg/ha/an en Inde. Le gouvernement de Dhaka a fait un premier pas dans ce sens en autorisant en février 2019 deux fermes pilotes pour l'élevage de la variété vannamei, un comité technique suggérant d'importer des naissains (*juveniles*) SPF. Dans le même temps, un partenariat a été signé entre la Bangladesh Shrimp and Fish Foundation et Hendrix Genetics (Pays-Bas) afin d'améliorer la production de crevettes tigrées (*P. monodon*).

Production de crevettes (tonnes) en Inde et au Bangladesh.



Source : FAO

BHOUTAN

- **Les transferts des migrants ont enregistré une forte baisse au premier trimestre 2019.** Ils ont ainsi chuté de 48% par rapport au T1 2018 pour s'établir à 375 M Nu (4,7 M€). Ils marquent une nette décélération après avoir progressé à un rythme élevé en 2018 (à 3 Mds Nu sur l'ensemble de l'année) selon l'Autorité monétaire (RMA). Cette contraction est principalement imputable au tassement des transferts libellés en dollars australien (- 63% à 3,6 M \$AUS au T1 2019).

INDE

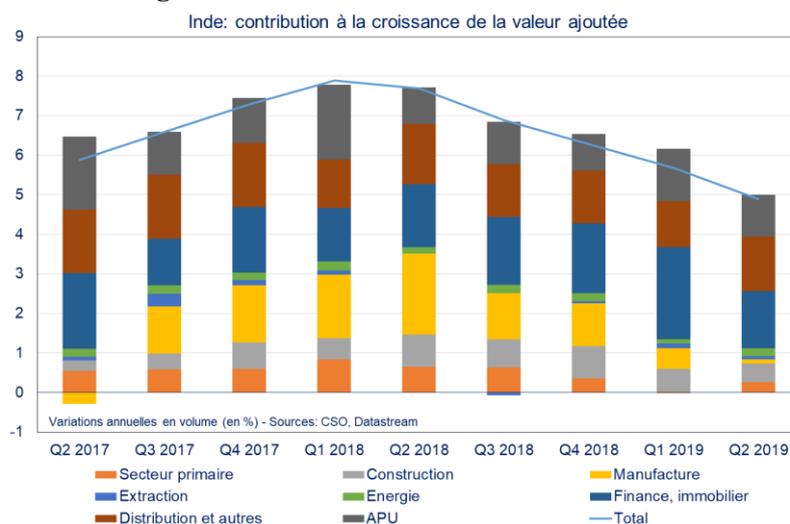
INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **La croissance réelle du PIB est tombée à 5% en glissement annuel T2 2019.** Elle marque, après une expansion de 6,6% au T4 2018, puis de 5,8% au T1 2019, sa quatrième baisse consécutive pour atteindre son plus bas niveau depuis le T1 2013¹. Au total, si les observateurs avaient dans l'ensemble bien anticipé une modération de l'activité, les chiffres publiés ont surpris par l'ampleur du ralentissement affiché.

¹ La variation de la valeur ajoutée brute (PIB corrigé des taxes et subventions) s'inscrit, quant à elle, sur la même dynamique pour s'établir à seulement 4,9 % au T2 2019, après 5,7 % au T1 2019 selon les données publiées par le Bureau des statistiques.



Ce **net ralentissement de la croissance tient surtout au secteur industriel** et, plus spécifiquement, à la **branche manufacturière**, dont la valeur ajoutée connaît un étiage depuis le T2 2017 (hausse de 0,6% en g.a, contre +12,1% au T2 2018). Il s'explique aussi par l'essoufflement du secteur de la construction², avec une hausse de la production de 5,7% en g. a au T2 (contre +9,6% au second trimestre 2018, voir ci-contre). Cette situation devrait peser sur la demande de travail dans un contexte où les activités de construction représentent près d'un quart de l'emploi non-agricole (soit environ 50 millions d'emplois) et près de la moitié des emplois créés depuis le milieu des années 2000. L'activité a, toutefois, été plus soutenue au sein des autres branches industrielles : + 2,7% dans les **industries extractives** et + 8,6% dans le secteur de **l'énergie et de l'assainissement**.



Après être tombée en territoire négatif au T1 2019 (-0,1% pour rappel), **la croissance du secteur agricole demeure atone** sur ce dernier trimestre avec un essor de seulement 2%, alors qu'elle apparaissait plus dynamique un an plus tôt à la même période (+5,1%).

L'activité marque aussi un léger ralentissement dans le secteur tertiaire: la valeur ajoutée y progresse ainsi de 7,2 % en g.a, contre +7,3% un an plus tôt, entraîné par la progression de la valeur ajoutée des services publics et parapublics (+ 8,5%, contre 7,5% un an plus tôt), elle-même portée par la forte hausse des dépenses publiques au second trimestre. L'expansion du secteur logistique, de la distribution, de la restauration et des TIC ralentit, pour sa part, à 7,1 %, contre 7,8% un an plus tôt. Les services financiers et immobiliers affichent, de même, une nette inflexion de leur rythme de croissance à 5,9%, contre un essor de 6,5% un an plus tôt.

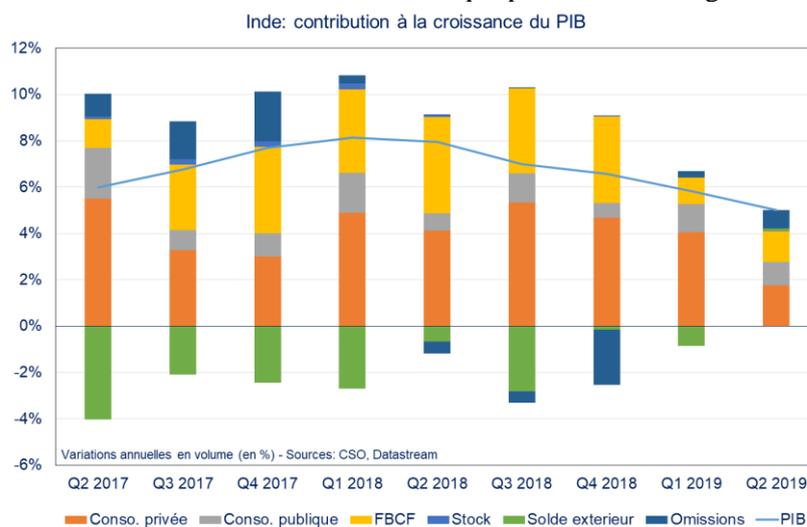
Selon l'optique des dépenses, **la croissance a été à nouveau freinée par un manque de dynamisme à la fois de la demande intérieure et de l'investissement.** En effet, les dépenses de **consommation privée** ont progressé de seulement 3,1 % entre mars et juin 2019 (un étiage depuis le T4 2014), à mettre en parallèle de l'augmentation de 7,3% enregistrée au second trimestre 2018.

La formation brute de capital fixe (FBCF) apparaît de même en berne (+ 4%, contre +13,3% au T2 2018) dans le sillage de l'orientation négative du cycle de crédit, en lien avec la crise du secteur financier non-bancaire, et de l'investissement limité des entreprises publiques. La variation de la FBCF ressort notamment, pour la première fois depuis 2015, inférieure à 5%

² Rattaché par les données indiennes au secteur secondaire.

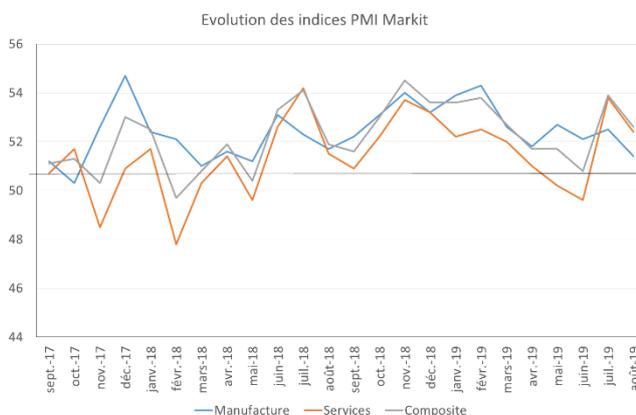


sur deux trimestres consécutifs. La **consommation des administrations publiques (APU)** affiche en revanche une croissance soutenue de 8,9%, soit un rythme supérieur à celui affiché un an plus tôt (+6,6%), portée par le dynamisme des dépenses, tant au niveau des administrations centrales que des Etats fédérés, dans un contexte marqué par les élections générales.



Dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale, et de tensions commerciales accrues, **la contribution du secteur externe est apparue nulle** : on observe une hausse contenue à la fois des exportations (+ 5,7%, biens et services compris, contre + de 10% sur les quatre derniers trimestres) et des importations (+ 4,2%, soit un plus bas depuis le T3 2016).

- L'indice des producteurs d'achat (PMI) dans le secteur manufacturier atteint un étiage sur 15 mois en août.** L'indice a baissé de 52,5 en juillet à 51,4 en août selon l'enquête mensuelle menée par *IHS Markit*, le plus bas niveau depuis mai 2018, et en-dessous de sa moyenne de long terme de 53,9. Comme l'indice demeure supérieur à 50, cela traduit toutefois une évolution positive. Ce ralentissement serait imputable aux pressions de la concurrence et aux conditions de marché difficiles. Les nouvelles commandes émanant de l'étranger ont également augmenté plus lentement en août, affichant le rythme de progression le plus faible depuis 16 mois. Les ventes modérées aux clients nationaux et internationaux ont à leur tour freiné la croissance de la production, qui enregistre ainsi sa croissance minimale en un an. L'emploi progresse en août, mais de façon marginale, et dans une moindre mesure qu'en juillet. Les entreprises ont également cherché à réduire leurs dépenses en diminuant leurs achats d'intrants, ce qui constitue la première baisse des achats d'intrants depuis mai 2018.





L'enquête souligne par ailleurs que malgré l'augmentation des charges pour les fabricants indiens au mois d'août, le taux d'inflation des prix des intrants est resté inférieur à sa moyenne de long terme. En revanche, l'inflation des prix de vente s'est atténuée, de nombreuses usines s'étant abstenues d'augmenter leurs prix dans un effort de relance des ventes. Dans l'attente d'une reprise de la demande et que les efforts de marketing entrepris soutiennent la production dans l'année à venir, les producteurs ont toutefois maintenu leurs prévisions de croissance optimistes.

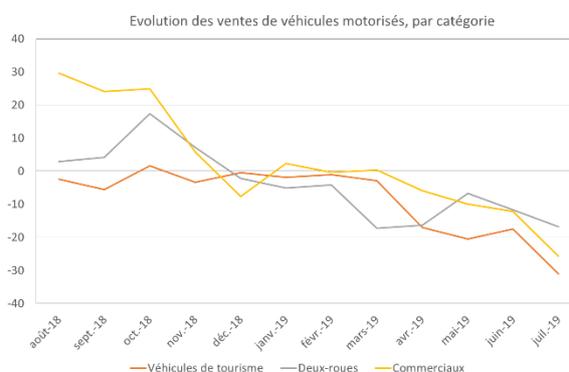
- **L'indice conjoncturel PMI du secteur tertiaire enregistre également un déclin en août.** Bien que la conjoncture économique dans le secteur des services en Inde soit restée propice à l'expansion de l'activité en août (indicateur supérieur à 50), l'indice PMI tertiaire du mois d'août témoigne d'un ralentissement. Celui-ci est en effet passé de 53,8 en juillet à 52,4 en août, soit un taux inférieur à la moyenne à long terme. Cela reste toutefois supérieur au creux de juin (49,6), qui signalait une contraction du secteur des services sur le mois.

L'expansion du secteur en août est tributaire des politiques gouvernementales favorables, de l'amélioration de la technologie et des nouveaux gains commerciaux. Les entreprises du secteur tertiaire ont par ailleurs indiqué que les efforts publicitaires avaient stimulé les ventes internationales en août. En réponse à l'augmentation des ventes et aux prévisions de croissance optimiste, les entreprises ont embauché des travailleurs supplémentaires en août. Avec cette nouvelle expansion, l'emploi dans le secteur est en hausse depuis 2 ans, et le rythme de croissance de l'emploi en août est resté supérieur à sa moyenne à long terme, malgré un ralentissement par rapport à juillet. A l'aune de ces évolutions globalement positives, les entreprises du tertiaire restent confiantes dans la croissance de leurs activités au cours des 12 prochains mois et le degré d'optimisme a même atteint un pic sur un an.

- **Enfin, l'indice composite (secteurs manufacturier et tertiaire) s'élève à 52,6 en août contre 53,9 un mois plus tôt,** dans le sillage du recul simultané des indices PMI relatifs au secteur manufacturier et au secteur des services. Il s'agit ainsi d'une nouvelle expansion (supérieur à 50) pour le 18^e mois consécutif. A noter par ailleurs que malgré le ralentissement par rapport au mois de juillet, l'indice composite du mois d'août reste supérieur au creux de juin (50,8).
- **Les ventes de véhicules de passagers ont chuté en rythme annuel en juillet.** Elles se sont élevées à 200 790 unités sur le mois et enregistrent ainsi un recul record de 31 % en glissement annuel, le plus fort recul observé en 18 ans. Il s'agit de la neuvième baisse consécutive en glissement annuel. De plus, les données de l'Association des constructeurs automobiles indiens (SIAM) mettent en exergue le ralentissement marqué des ventes de véhicules à deux-roues : les ventes de ces derniers ont ainsi atteint 1 511 692 unités en août, soit une contraction de 16,8 % en rythme annuel. Les ventes de motos, indicateur avancé de la consommation rurale, ont notamment connu une chute de 18,9 % en rythme annuel, à 934 000 unités.



Les ventes de véhicules commerciaux sont également en chute (-25,7 % en glissement annuel), à 56 866 unités en juillet. Les ventes de voitures ont connu la plus forte baisse en glissement annuel (-36 %), s'établissant ainsi à 122 956 unités. Lorsque ces chiffres sont agrégés, l'Association souligne enfin que les ventes de véhicules motorisés, toutes catégories confondues, ont atteint 1 825 067 unités en juillet, diminuent de 18,7 % en glissement annuel.



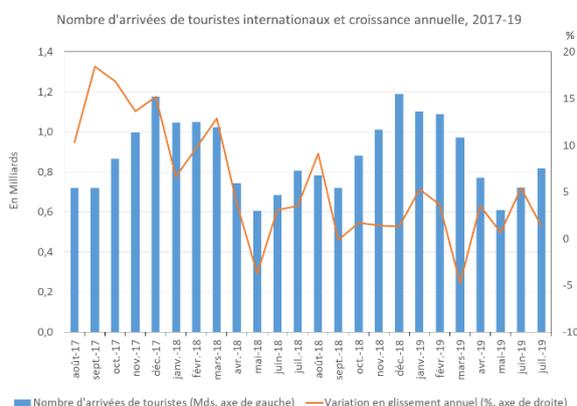
Les ventes de véhicules motorisés apparaissent donc dans l'ensemble en forte dégradation. Tous les types de véhicules ont en effet enregistré des baisses substantielles de leurs ventes en glissement annuel. Le ralentissement des ventes observé au début de l'année semble donc se confirmer sur le premier semestre de 2019, témoignant de la baisse de la demande.

Face à la situation du secteur automobile, le gouvernement indien a annoncé le 23 août plusieurs mesures, telles que mandater des agences et des départements gouvernementaux pour remplacer les véhicules anciens, inviter les banques à réduire le coût des prêts automobiles et augmenter les crédits disponibles aux sociétés financières non bancaires (NBFC). Cependant, selon le président de SIAM, ces annonces ne se sont pas encore répercutées sur les NBFC, qui représentent l'essentiel du financement de l'industrie automobile. Le secteur automobile a longtemps appelé le gouvernement à réduire la taxe sur les produits et services (TPS) de 28% à 18%, ce qui permettrait d'abaisser le coût des véhicules et ainsi relancer la demande. Le gouvernement aurait soumis une proposition dans ce sens à l'organisme fédéral chargé de la fiscalité des impôts indirects (Conseil de la TPS) qui devrait se tenir le 20 septembre à Goa.

- **Les arrivées de touristes internationaux ont, quant à elles, progressé en juillet.** Elles se sont élevées à 817 455 selon le ministère du Tourisme, soit une croissance de 1,4 % en glissement annuel. Bien que le nombre d'arrivées de touristes internationaux soit supérieur en juillet qu'en juin (721 015 arrivées pour juin), la variation en glissement annuel est inférieure. En effet, en juin, celle-ci s'élevait à 5,4%, le rythme le plus soutenu observé depuis août 2018. Sur le premier semestre de 2019, les arrivées de touristes étrangers en Inde se sont établies à 5,3 millions, soit une diminution de 2,4 % par rapport au deuxième semestre de 2018, mais une augmentation de 2,2 % par rapport au premier semestre de 2018.



Le ministère du Tourisme souligne que près d'un quart des touristes étrangers en juillet sont originaires du Bangladesh (23,7 %). Les Etats-Unis (16 %) et le Royaume-Uni (10,1 %) sont également des pays importants de provenance des touristes, alors que la France arrive à la 7^{ème} position avec 2,7 % des arrivées en juillet. Les aéroports de Delhi et de Mumbai sont par ailleurs restés les deux principaux points d'entrée des touristes (respectivement 25,5 % et 13,2 %). Le ministère indique enfin que les flux de touristes entrés en Inde grâce à un e-visa ont continué de s'accroître rapidement. En juillet 2019, 177 084 ont été comptabilisés, soit un essor de 11,8 % en glissement annuel.



POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **La ministre des Finances a annoncé quatre fusions de banques publiques qui devraient concerner 10 entités.** Pour la première, il s'agirait de la *Punjab National Bank*, l'*Oriental Bank of Commerce* et la *United Bank* et ferait de la nouvelle entité créée la deuxième banque indienne en terme d'actifs. La *Canara Bank* fusionnerait avec la *Syndicate Bank* alors que l'*Union Bank of India* absorberait l'*Andhra Bank* et la *Corporation Bank*. Enfin, la fusion de l'*Indian Bank* et de l'*Allahabad Bank* constituerait la dernière opération.

A l'issue de ces opérations, le secteur bancaire indien serait composé de 12 banques publiques contre 21 auparavant. Ce mouvement s'inscrit dans la continuité de la consolidation du secteur qui a commencé en 2017, avec la fusion entre la *State Bank of India* et ses filiales. En avril dernier, la *Bank of Baroda* avait intégré les actifs de la *Vijaya Bank* ainsi que de la *Dena Bank* qui avait à ce titre été retirée du plan d'action corrective mené par la RBI. A noter par ailleurs que trois banques étaient sous la supervision de la RBI dans le cadre de son PCA (*Allahabad Bank*, *Corporation Bank* et l'*Oriental Bank of Commerce*) et qu'elles en ont été retirées en février dernier.

L'objectif annoncé est la poursuite de l'assainissement du secteur bancaire dont le résultat le plus probant reste la baisse du taux de prêts non-performants (9,3% provisionnés à hauteur de 60% en mars 2019). Cette annonce a par ailleurs été faite en parallèle de la confirmation du plan de recapitalisation des banques à hauteur de 700 Mds INR (8,8 Mds€) prévu dans le budget final de l'exercice budgétaire 2019/2020 et portant l'effort total du gouvernement à près de 36,3 Mds€ depuis 2017. Le ministère des Finances espère à ce titre que le plan de recapitalisation annoncé permettra aux quatre dernières banques publiques concernées par le plan d'action corrective d'en sortir (*Indian Overseas Bank (IOB)*, *Central Bank of India*, *UCO Bank* and *United Bank of India*).

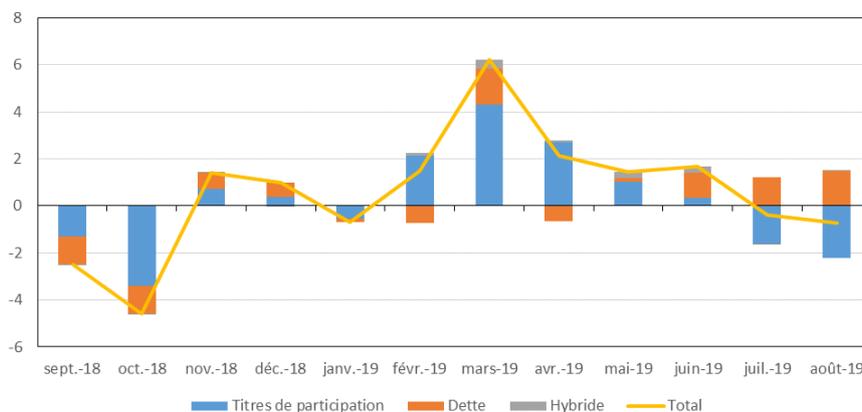
L'IDBI Bank est la cinquième et dernière banque à être concernée par le PCA de la RBI. Cependant, elle n'est plus considérée comme une banque publique depuis janvier 2019 et la baisse de la participation de l'Etat qui est devenue minoritaire au profit de la Life Insurance Corporation of India (pourtant elle-même détenue par l'Etat à 100%). Le gouvernement a néanmoins annoncé une injection de 93 mds INR (1,2 Md€ financés à 49% par l'Etat et 51% par LIC).



L'annonce a reçu un accueil mitigé de la part des économistes qui ne remettent pas tant en cause le bien-fondé de la décision mais plutôt la rhétorique d'une solution visant à relancer et stimuler l'économie. En effet, si les précédents cas de fusion ont bien créé des acteurs systémiques ou quasi-système, ces opérations ne semblent pas à ce jour avoir eu une répercussion quant à une augmentation des taux de crédits alloués. Et ce dans un contexte où les banquiers ont mis en garde sur la croissance globale des prêts pour l'exercice budgétaire 2020, qui se situerait selon la SBI dans une fourchette comprise entre 12 et 15%. Selon les dernières données de la *Reserve Bank of India* (RBI), la croissance du crédit du secteur bancaire s'élevait à 11,6% à la fin août, contre 14,2% il y a un an.

- **Le solde des flux de portefeuille affiche un solde négatif de 60 Mds ₹ (700 M€) en août**, selon le dépositaire des titres de valeur (NSDL). Il demeure ainsi déficitaire pour le second mois consécutif, après des sorties nettes de 30 Mds ₹ au mois de juillet. A l'instar du mois précédent, ce sont les sorties enregistrées au titre des instruments de participation (sorties nettes de 2,2 Mds €, après des sorties de 1,6 Md € un mois plus tôt) qui ont pesé sur le solde final des flux de portefeuille. A l'inverse, le solde des flux de portefeuille au titre des instruments de dette demeurent en territoire positif (+1,5 Md €).

Evolution des flux de portefeuille (Mds €)



Le maintien d'un solde déficitaire, qui survient dans un contexte où les flux de capitaux vers les grands émergents ont plutôt été orientés à la baisse et de modération de la croissance indienne (*voir supra*), traduit notamment une certaine perte de confiance de la part des investisseurs institutionnels étrangers vis-à-vis du marché indien.

MALDIVES

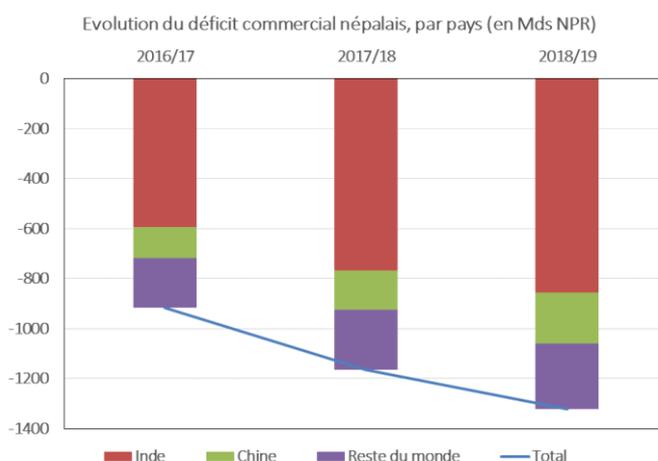
- **La Banque centrale (MMA) anticipe un ralentissement de la croissance économique en 2019.** D'après l'autorité monétaire maldivienne, l'économie nationale devrait croître de 4,5% cette année, contre 7,6% sur l'ensemble de 2018. Cette révision à la baisse par rapport à la prévision initiale de +6,8% inscrite dans le budget, tient dans une progression moindre qu'attendue des secteurs du tourisme et de la construction cette année. Pour rappel, le PIB de l'archipel a enregistré une expansion de 3,1% au premier trimestre en glissement annuel, en nette décélération par rapport aux trois premiers mois de 2018 (+13,1%).



- **Selon la MMA, l'inflation devrait en revanche légèrement accélérer cette année.** L'institution anticipe une croissance des prix à la consommation de 0,7% en 2019 (contre +0,5% en 2018). Après trois premiers mois de déflation, les prix à la consommation ont repris leur progression au second trimestre, l'inflation s'établissant à 1,7% en g.a fin juin.

NEPAL

- **Le déficit des échanges extérieurs de biens continue à se creuser.** Selon les données de la Banque centrale (NRB), il atteignait 1 320 Mds NPR (10,4 Mds €) sur l'ensemble de l'exercice 2019 (mi-juillet 2018 – mi-juillet 2019), soit un creusement de 160 Mds NPR (1,3 Md €) en glissement annuel. A cet égard, les exportations de biens ont connu une progression soutenue de 19%, à près de 100 Mds NPR (760 M€) alors que les importations de biens ressortaient pour leur part en hausse de 14% à 1 419 Mds NPR (11,2 Mds €). Le ratio de couverture des importations s'afficherait toutefois en légère hausse, à 6,8%, contre 6,5% sur l'exercice antécédent.



Dans un contexte dans lequel la part relative de l'Inde dans le commerce extérieur népalais demeure prédominante (65% des échanges totaux), les importations de produits indiens auraient progressé de 12,8% en glissement annuel à plus de 915 Mds NPR sur l'ensemble de l'exercice 2019, alors que les exportations vers l'Inde ont connu pour leur part une hausse soutenue, de 34,3% à 63 Mds NPR. Ainsi, l'Inde, qui demeure le principal déficit commercial au premier semestre, affiche un solde bilatéral de 850 Mds NPR au détriment du Népal (contre un déficit de 814 Mds NPR un an plus tôt). Cette dégradation de la position extérieure népalaise vis-à-vis de l'Inde résulte notamment de la hausse des importations de produits pétroliers, elle-même consécutive à la remontée des cours sur les marchés mondiaux : ces dernières constituent en effet, à elles seules, près d'un quart des importations du Népal vis-à-vis de l'Inde (+25 % en rythme annuel à 215 Mds NPR).

En outre, le déficit des échanges de biens avec la Chine, qui se positionne au second rang des partenaires commerciaux du Népal, s'est également détérioré (+ 30% à 200 Mds NPR). Un creusement notamment tributaire de l'essor marqué des importations népalaises (+30% à 204 Mds NPR) alors que les exportations demeurent mal orientées (-15 % à 2,1 Md NPR).



Les pays tiers représentent désormais 22 % des échanges extérieurs du Népal : leurs envois vers le Népal ont progressé de 8,9% à 300 Mds NPR, alors que les exportations népalaises vers ces derniers n'ont, par contraste, crû que de 0,2% à 30 Mds NPR (soit au total un déficit commercial vis-à-vis du reste du monde de 260 Mds NPR).

PAKISTAN

- **Hausse soutenue de l'inflation en août 2019.** L'indice des prix à la consommation progresse de 10,5 % en glissement annuel, à comparer à 8,4 % en juillet 2019 et 6,2 % en août 2018. Au cours du seul mois d'août, l'indice des prix a progressé de 1,6 % par rapport au mois précédent. L'inflation moyenne s'établit à 9,4 % au cours des deux premiers mois de l'exercice 2019/20 (juillet – août 2019), à comparer à 6,4 % sur la période considérée en 2018/19. L'inflation sous-jacente (hors énergie et denrées alimentaires) continue de progresser en milieu urbain et rural de respectivement 8,5 % et 8,8 % en glissement annuel en août 2019.

Il convient de noter le changement d'année de base de l'indice des prix à la consommation – calcul en référence à l'exercice budgétaire 2015/16 après 2007/08 – et la modification dans la pondération des biens de consommation et services composant le panier. En outre, le poids des catégories de l'hébergement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et du transport a été réduit, quand celui accordé aux restaurants et hôtels a été augmenté. En utilisant l'année de base précédente (2007/08=100), la hausse des prix à la consommation s'établit à 11,6 % en août 2019 après 10,3 % un mois plus tôt.

- **Progression insuffisante de la collecte fiscale au cours des deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2019/20** (juillet 2019 à juin 2020). Selon des déclarations officielles, l'administration fiscale (FBR) aurait collecté 574 Mds PKR (3,7 Mds USD) d'impôts et taxes en juillet et août 2019 à comparer à l'objectif de 643,7 Mds PKR qu'elle s'était fixée. Ce montant n'est supérieur à la collecte de l'année précédente qu'à hauteur de 15,3 %. Pour mémoire, la cible pour l'exercice budgétaire en cours a été fixée à 5 503 Mds PKR, en hausse de 43,7 % par rapport à la collecte effective de 2018/19.
- **Légère hausse des rapatriements de bénéfiques et de dividendes en juillet 2019.** Ces derniers ont atteint 138,2 M USD en juillet 2019, à comparer à 136,7 M USD en juillet 2018, soit une hausse de 1,1 % en glissement annuel. Le montant des rapatriements de bénéfiques et de dividendes est ainsi supérieur aux flux nets d'IDE enregistrés au cours du mois (73,4 M USD). 91,8 % de ces rapatriements sont issus des IDE, le reste provenant des investissements de portefeuille. Les principaux pays sources sont Hong Kong (42,9 M USD), les Etats-Unis (37,7 M USD), la Suisse (11,2 M USD), le Koweït (9,4 M USD), la Chine (6,2 M USD) et le Royaume-Uni (2,3 M USD). En termes sectoriels, le montant le plus important a été rapatrié par les entreprises œuvrant dans le secteur de l'exploration d'hydrocarbures (29,8 M USD), du transport (28,1 M USD), des services financiers (26,9 M USD), des produits chimiques (24,3 M USD) et des boissons (10,3 M USD).
- **Maintien de la note d'émetteur à long terme du Pakistan par l'agence de notation Standard & Poor's à B-. Les perspectives sont maintenues à stables.** La note d'émetteur à court terme du Pakistan est également maintenue à B par l'agence. Selon S&P, la notation du Pakistan demeure contrainte par la persistance des déséquilibres extérieurs, l'étroitesse de la base fiscale et les vulnérabilités en matière de sécurité intérieure et extérieure. L'agence estime que la croissance du PIB sera limitée à 2,4 % sur l'exercice budgétaire en cours (juillet 2019 à juin 2020), soit son niveau le plus bas en 12 ans. En raison de la croissance démographique



soutenue de 2 % par an en moyenne, la croissance économique par habitant en valeur réelle devrait ralentir autour de 0,4 %, portant la moyenne annuelle sur 10 ans à 1,8 % (une performance largement en-deçà de la moyenne de 2,3 % enregistrée par les économies ayant un niveau de revenu similaire). En outre, le PIB par tête devrait s'afficher autour de 1 200 USD d'ici la fin juin 2020, à comparer à 1 565 USD fin juin 2018 en raison de la perte sur taux de change (dépréciation de la roupie pakistanaise de 25 % par rapport à l'USD sur la période considérée).

- **Levée de l'embargo sur les importations de produits pharmaceutiques en provenance d'Inde.** Pour mémoire, les autorités pakistanaises ont récemment décidé de suspendre toutes les relations commerciales avec l'Inde (S.R.O. 927 et 928 (I)/2019 en date du 9 août 2019). En réponse aux demandes formulées par l'industrie pharmaceutique et afin de prévenir le risque de pénurie de médicament sur le marché intérieur, les échanges de produits thérapeutiques réglementés par l'autorité nationale de contrôle des médicaments (médicaments et ingrédients pharmaceutiques actifs) avec l'Inde sont désormais autorisés (S.R.O 977 et 978 (I)/2019 en date du 2 septembre 2019).
- **Poursuite de la chute de la demande en ciment en juillet 2019.** Les expéditions de ciment s'affichent en baisse de 2,8 % en glissement annuel à 3,5 millions de tonnes (contre 3,6 millions de tonnes en juillet 2018). Cette évolution reflète l'atonie de la demande intérieure en raison du ralentissement de la croissance, et notamment du secteur de la construction. Le taux d'utilisation des capacités de l'industrie locale du ciment enregistre un repli marqué à 70 % (contre un niveau moyen de 85 % en 2018/19). Les ventes domestiques de ciment reculent ainsi de 3,3 % à 2,9 millions de tonnes quand les exportations de ciment et de clinker demeurent stables à 518 000 tonnes en juillet 2019 (-0,1 %). Sur l'exercice budgétaire 2018/19, la fourniture de ciment a progressé de 2,1 % malgré le repli enregistré sur le marché intérieur (-1,9 % à 40,3 millions de tonnes) en raison de la progression notable des exportations (+38 %).
- **Le Pakistan se classe à la 121ème place de l'indice de compétitivité du secteur des voyages et du tourisme 2019.** Le Pakistan améliore son classement de trois places par rapport à l'édition 2018 de l'enquête publiée par le Forum économique mondial (140 économies étudiées en 2019 contre 136 un an auparavant). Il enregistre ainsi le moins bon résultat d'Asie du Sud, juste devant le Bangladesh qui se place au 120ème rang. Malgré une performance remarquable dans le domaine de la compétitivité des prix et une amélioration notable du sous-indicateur des ressources humaines et marché du travail, le Pakistan est notamment classé 134^{ème} en matière de dangerosité pour les touristes.

SRI LANKA

- **Légère progression de l'inflation en août.** En décélération depuis le mois de mai, l'inflation mesurée par le *Colombo Consumer Price Index* (CCPI) est légèrement repartie à la hausse en août, s'affichant à +3,4% en glissement annuel (après +3,3% en juillet). Ce ralentissement est la conséquence du nouveau recul des prix des biens alimentaires (-2,8% en août en g.a, après -2,6% en juillet). Cette catégorie de biens a contribué à hauteur de -0,9 point de pourcentage à l'inflation totale. L'inflation des biens non-alimentaires, qui ont contribué à hauteur de 4,3 points à l'inflation totale, a accéléré au mois d'août, à +6,2% en g.a (contre +5,9% en g.a en juillet).



- **L'Union Européenne conclut une mission de suivi de la facilité douanière SPG+.** Cette mission s'est tenue du 26 août au 2 septembre, et avait pour objectif d'évaluer les performances de Sri Lanka en matière commerciale et de respect des droits de l'Homme, dans le cadre du schéma de préférences généralisées « Plus » (SPG+) dont bénéficie le pays depuis 2017. Cette facilité permet au pays de bénéficier d'un accès privilégié au marché européen - à travers la suppression des droits de douanes sur de nombreux produits – en contrepartie de la ratification de 27 conventions internationales en matière de droits de l'Homme, droits du travail et respect de l'environnement.

Les ventes sri lankaises de biens à destination de l'UE – son premier marché mondial (30% des exportations totales) – ont progressé de 12,0% entre 2016 (dernière année complète sans SPG+) et 2018, passant de 2,5 à 2,8 Mds USD en deux ans. Les produits de la mer (3,2% des ventes totales vers l'UE) ont le plus grandement bénéficié du SPG+ jusqu'à présent (+233,3% entre 2016 et 2018). Les ventes de vêtements, premier poste d'exportation de l'île vers le marché européen, ont crû de +6,4% en deux ans. Les exportations d'articles en plastique et caoutchouc (pneumatiques et gants principalement) ont progressé de +4,7% sur la période considérée.

Toutefois, en 2018, seules 58,1% des exportations sri lankaises éligibles au SPG+ bénéficiaient véritablement de ses conditions préférentielles. Cela constitue le taux d'utilisation le plus faible parmi les huit pays bénéficiaire de la facilité (Cap Vert : 96,5% ; Pakistan : 95,6% ; Bolivie : 94,1% ; Arménie : 92,6% ; Paraguay : 87,7% ; Philippines : 71% ; Kirghizstan : 53,3%). Les produits de la mer, les aliments transformés et les articles en caoutchouc ont affiché des taux d'utilisation de 97,6%, 97,3% et 96,2% respectivement en 2018. En revanche, le secteur textile n'a profité qu'à 47,1% des conditions favorables du SPG+ en 2018, alors que presque 100% de ces biens y sont éligibles.

	Total exports	GSP Eligible	GSP Used	%
Apparel	1,555,549.00	1,552,158.00	731,439.00	47.10
Rubber products	278,847.00	269,386.00	25,926.00	96.20
Tea and spices	145,206.00	13,112.00	9,958.00	75.90
Machinery	144,124.00	97,108.00	41,137.00	42.40
Fish	90,366.00	87,211.00	85,093.00	97.60
Processed foods	78,519.00	74,499.00	72,451.00	97.30
Gems	65,783.00	1,756.00	623.00	35.50
Miscellaneous	57,464.00	38,684.00	34,101.00	88.20
Tobacco products	56,236.00	56,236.00	230.00	0.40

- **Le gouvernement annonce le recours à un budget aux douzièmes provisoires pour les quatre premiers mois de 2020.** Le Premier Ministre Ranil Wickremesinghe a justifié cette décision par le calendrier électoral à venir (élections présidentielles fin novembre 2019) et élections législatives au premier trimestre 2020), ne permettant de tenir les discussions budgétaires dans des conditions satisfaisantes.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface



	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Positive	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B	Stable	D	D
Sri Lanka	B1	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Ghareb, C. Stutzmann, P. Pillon, A. Boitière, J.Deur, P-H. Lenfant et A. Perriot.

Version du 06/09/2019